

Algérie : Non au consensus libéral ! Pour une assemblée constituante !

mardi 4 mars 2014, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 28 février 2014).

Alors que la crise politique persiste au sein du régime entre partisans et adversaires du « Bouteflikisme », le peuple algérien ainsi que les questions économiques et sociales sont exclues du débat sur l'avenir du pays. Pour le PST, quel que soit le consensus qui se trame entre les factions au pouvoir, il ne peut se substituer au choix libre et démocratique du peuple algérien. Pour le PST, ceux qui proposent des solutions transitoires issues des conférences de partis politiques ou de comités d'« experts », tout comme ceux qui préconisent l'intronisation d'un homme providentiel ou de l'intervention de l'armée, oublient qu'il y a un peuple souverain dans ce pays. Ces « solutions », déjà mise en œuvre dans les années 90, n'ont-elles pas débouché sur Bouteflika et son régime « monarchique » ?

En réalité, ils sont d'accord sur l'essentiel : La promotion du secteur privé et du patronat au détriment du secteur public. Ils sont d'accord sur le processus de libéralisation de l'économie, sur le maintien de l'accord injuste d'association avec l'UE et sur l'adhésion désastreuse pour notre économie à l'OMC. Les dernières mesures de la tripartite en faveur du patronat, ainsi que le refus d'une augmentation des salaires et le report de l'abrogation de l'article 87 bis, confirment leur consensus.

Mais, il n'y a pas d'alternative au peuple ! Les luttes sociales quotidiennes des travailleurs, des chômeurs, des femmes et des jeunes sont bien là. Elles expriment le rejet de l'autoritarisme qui limite nos libertés, fraude les élections et réprime nos revendications. Elles s'opposent au libéralisme économique qui a engendré le désastre social, le chômage et la précarité. Elles résistent contre la privatisation rampante de l'économie, de la santé et de l'éducation. Elles refusent la main mise des puissances étrangères sur nos richesses et notre souveraineté.

L'enjeu de la présidentielle d'avril, loin d'être réduit à la maladie de Bouteflika ou à l'identité de la « personnalité consensuelle » de rechange, se situe au niveau du projet économique et social que le peuple algérien doit choisir en toute liberté. Il se situe au niveau du projet national et démocratique de notre société. Pour le PST, l'élection d'une assemblée constituante souveraine et représentative des travailleurs, des chômeurs, des femmes et de tous les opprimés de notre peuple est la seule solution démocratique à la crise actuelle du régime. Elle est la seule réponse à ceux qui veulent exclure du débat le peuple algérien et lui imposer leurs solutions. Dans ce contexte, le PST œuvrera avec les militant.e.s politiques, syndicaux, sociaux, étudiants et femmes afin de cristalliser une convergence démocratique, anti libérale et anti impérialiste.

La Direction nationale du Parti socialiste des Travailleurs (PST) , Alger, le 28 février 2014
